

Le mutuellisme

d'hier à aujourd'hui

Julien Vignet

LE MUTUELLISME EST UNE CRITIQUE EN ACTES DU SYSTÈME CAPITALISTE, puisqu'il se fonde sur des échanges égalitaires basés sur la solidarité et la réciprocité, et des échanges directs entre associés, ce qui veut dire qu'il n'y a pas besoin de l'État. Trois principes le fondent : égalité (en actes, pas en droit) ; solidarité (relation éthique à autrui) ; réciprocité (participation active de tous et toutes selon ses capacités et possibilités).

Trois remarques en guise d'introduction. D'abord, le mutuellisme n'a rien à voir avec les mutuelles de santé d'aujourd'hui. Elles sont devenues des banques et des assurances comme les autres. Ensuite, on considère souvent que Proudhon est l'inventeur du mutuellisme. C'est vrai que c'en est le principal théoricien. Mais en réalité il existait des sociétés de secours mutuel dès le début du XIX^e siècle et qui ont pour origine les vieilles corporations de métiers, et des « sociétés mutuellistes » dès les années 1830 (avant les écrits de Proudhon sur le sujet). Enfin, le mutuellisme n'est pas la solution magique à la question sociale. Et il y aura bien des débats entre révolutionnaires sur ses impasses, et sur d'autres solutions comme le collectivisme ou le communisme anarchiste. En revanche, c'est en prenant appui sur l'associationnisme, c'est-à-dire les expériences associatives populaires comme l'ont été les sociétés de secours mutuel, les syndicats, les coopératives, les sociétés secrètes, que les mouvements révolutionnaires sont nés et que le mouvement ouvrier s'est organisé. C'est le cas en France, mais aussi en Espagne, en Angleterre et ailleurs.

LES PREMIÈRES SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUEL

Les principes du mutuellisme ne sont pas nouveaux, et ils sont peut-être aussi vieux que l'humanité. Ils s'inscrivent en tout cas

56 • LE MUTUELLISME D'HIER À AUJOURD'HUI

dans des traditions populaires anciennes, notamment paysannes, mais aussi des villes autonomes du Moyen-Âge. Au sein des corporations de métiers se sont développées des pratiques de solidarité, notamment pour faire face à la maladie, au chômage, à la vieillesse, mais aussi parfois pour constituer des caisses de grève. Ce sont surtout les confréries de compagnons dans les métiers où les compagnons étaient beaucoup plus nombreux que les maîtres qui ont développé des pratiques d'entraide, de grève, de révolte : la cordonnerie, l'imprimerie, le bâtiment, le tissage... Ces confréries vont se développer pendant le XVII^e siècle, et vont être à l'origine de grèves et de troubles pendant tout le XVIII^e siècle.

Ce n'est donc pas étonnant que la Révolution de 1789 voit se développer des tas d'expériences associatives, des clubs politiques (notamment de femmes), des assemblées de quartiers, qui agissent comme de petits gouvernements autonomes et autogérés, des sociétés de métiers, qui font déjà penser aux syndicats.

Toutefois, la Révolution française se termine par une réaction virulente face à tout ce qui ressemble à de l'auto-organisation. Les individus doivent se fondre dans la République, c'est-à-dire la raison d'État. Le capitalisme libéral peut tranquillement se développer, sous la protection des gardes, des troupes et des gouvernements successifs.

En réaction, le socialisme émerge au début du XIX^e siècle. Des penseurs diffusent des idées en rupture : Saint-Simon (qui est aussi un penseur de la technocratie), Fourier (libertaire, mais qui veut quand même mettre tout le monde au travail dans des phalanstères qui ressemblent à des casernes), Cabet, Owen, Leroux, etc. Par ailleurs, des travailleurs et travailleuses commencent à créer des sociétés de secours mutuel, garantissant les membres de la maladie, de la vieillesse, du chômage.

LA PENSÉE MUTUELLISTE DE PROUDHON

Proudhon est le grand théoricien du mutuellisme. C'est aussi le premier à se définir positivement comme anarchiste dès 1840. Il s'oppose à la propriété privée, à l'Église, au parlementarisme et au gouvernement en général. Il fait un lien étroit entre domination politique, domination économique et domination religieuse, considérées toutes comme des entraves à l'épanouissement de la justice.

Peinture d'Anne-Emmanuelle Micucci.
marginarts.wordpress.com



Proudhon est contradictoire selon ses écrits et selon les époques de sa vie. D'abord critique vis-à-vis des associations, il va ensuite faire la solution au problème social. D'abord farouchement anti-étatique, il va ensuite théoriser un fédéralisme s'appuyant sur un État minimal. Pour ce qui est du mutualisme, il le théorise dans plusieurs ouvrages, mais particulièrement dans *De la capacité politique des classes ouvrières*, publié à titre posthume en 1865.

Proudhon n'est pas un adepte du grand soir et de la violence révolutionnaire. Il cherche des solutions concrètes et expérimentales, basées sur les capacités autonomes des classes populaires, et en charge de transformer la société graduellement et en profondeur. Il contribuera d'ailleurs à créer la Banque du Peuple en 1849, sorte de banque de microcrédit, qui regroupe 20 000 adhérents représentant 60 000 personnes. Cette banque contre la finance ne verra finalement jamais le jour avec la mise en détention de Proudhon et de ses collaborateurs du journal *Le Peuple*.

58 • LE MUTUELLISME D'HIER À AUJOUR'HUI

Il y a chez Proudhon un prisme économiste : tout est échange économique, toute œuvre est travail. Toutefois, le primat est toujours donné à la confiance mutuelle et à la capacité de respecter les liens qui unissent les êtres entre eux. De là découle ce qui serait pour lui une juste comptabilité. Ce que la sociologie économique de Proudhon recherche, c'est la justice – non une justice abstraite, mais incarnée dans la vie quotidienne et dans les relations entre les personnes, une justice qui n'est pas fondée sur le droit mais sur les actes. La capacité politique comme cette confiance mutuelle passe pour lui par la conscience de soi comme membre d'une collectivité. Elle s'affirme dans une expérience partagée. La justice relève ainsi d'une communauté de dignité des classes populaires, base à partir de laquelle l'ensemble des relations sociales se nouerait par la libre association, et non par un contractualisme libéral. Contrairement aux liens contractuels du commerce, les contrats du mutuellisme reposent sur la confiance mutuelle et la réciprocité, et se rapprochent davantage du pacte. D'ailleurs, les premiers mutuellistes récitaient des sermons lors de cérémonies d'initiation.

L'équilibre de la société se trouverait ainsi dans une économie mutuelliste, associée sur le plan politique à un confédéralisme s'appuyant sur le principe que l'échelon inférieur a toujours plus de pouvoir que l'échelon supérieur. L'autonomie des individus et des municipalités doit être garantie.

Proudhon est misogyne et il fait du mariage et de la famille patriarcale un des pivots de ses théories. S'il protège les libertés individuelles, l'unité sociale de base n'est pas pour lui l'individu, mais la famille. Conformément à sa recherche de l'équilibre des contraires, la famille doit pour lui reposer sur la dualité des deux sexes. Ce qu'il faut éviter, c'est l'indifférenciation. La manière de lier les deux sexes dans une même unité passe par le pacte marital – institution patriarcale – pacte qui permet ainsi la constitution de la famille, qui elle-même permet la constitution de la société. Proudhon n'ira pas jusqu'au bout du principe de la libre association, et dérapera ainsi vers des positions réactionnaires.

LE SOCIALISME ANTIAUTORITAIRE DES PARTAGEUX

Le mutuellisme est en réalité issu des partageux (et des partageuses), c'est-à-dire le premier socialisme, qui est un socialisme

populaire et antiautoritaire. C'est le début du mouvement qu'on dit, un peu par abus de langage, ouvrier. Le mouvement ouvrier et socialiste émergeant au XIX^e siècle regroupe tout autant les petits artisans et les petits commerçants que les ouvriers, avec une sur-représentation dans les métiers de l'imprimerie. « Le mouvement ouvrier du XIX^e siècle naquit dans l'atelier artisanal, non dans la sombre et satanique manufacture », rappelle Sewell¹. Les artisans sont alors des catégories intermédiaires de la population urbaine, parce qu'à l'intersection entre les « gens de bras » (le travail est encore synonyme de douleur et de fardeau même si cela commence à changer) et les classes privilégiées (professions libérales, intellectuels et artistes, capitalistes). S'ils sont très loin d'être des nantis, ils ont une certaine autonomie matérielle et beaucoup savaient lire. Les canuts lyonnais par exemple ne sont pas du tout des ouvriers d'usine tels qu'ils existeront des décennies plus tard. Les maîtres tisseurs sont propriétaires de leurs machines, et emploient parfois des compagnons dans de petits ateliers. S'ils sont dépendants des capitalistes qui commandent la soie, ils conservent une certaine autonomie que n'auront plus les ouvriers d'usine. Ils ressemblent à bien des égards aux luddites anglais de la même époque.

Progressivement, les ouvriers et artisans vont réformer leurs traditions corporatistes pour promouvoir la solidarité mutuelle et le principe de réciprocité. Très rapidement, des sociétés de secours mutuels voient le jour au sein des classes laborieuses : les sociétés versent des cotisations mensuelles pour financer les prestations en cas de maladie, de retraite ou de décès. Toute une sociabilité ouvrière est entretenue par ces associations, la fête étant centrale. Banquets et carnivals font partie de cette culture populaire. Les sociétés de secours mutuel sont tolérées par l'État, mais très surveillées. Sous la Restauration, elles vont même devenir les relais essentiels du contrôle social. Mais certaines vont mettre en place des secours de chômage et financer des grèves. En réalité, ces sociétés de secours mutuel sont parfois une façade publique, alors que des associations clandestines plus larges conspirer et mènent les luttes sociales.

Se voulant au départ associations officielles, beaucoup de sociétés de secours mutuel vont maintenir des activités subversives clandestines : caisses de grève, distributions de journaux socialistes

ou républicains, réunions secrètes, prises de contacts avec d'autres sociétés, etc. Aux périodes favorables, les associations se dévoilent au grand jour, puis repassent à la confidentialité lorsque le vent tourne. Ce travail souterrain va participer à organiser les grands soulèvements populaires, mais aussi à organiser le mouvement ouvrier et mettre en place des grèves et de la solidarité au quotidien. Notons que dès le départ, le mouvement ouvrier et socialiste est illégaliste.



Peinture d'Anne-Emmanuelle Micucci.
marginarts.wordpress.com

Lyon est alors la capitale du mutuellisme et du socialisme. Dans cette même ville, des fouriéristes créent la première coopérative française de consommation en 1835, avec l'ancien tisseur du quartier de la Croix-Rousse Joseph Reynier, ainsi que Michel-Marie

Derrion². Cette coopérative sera nommée « Au commerce véridique et social », et durera de 1835 à 1838. Sept magasins sont ouverts (épicerie, boulangerie, charcuterie...), dont les bénéfices sont redistribués pour la solidarité : caisses de chômage et de retraite, éducation populaire.

Un rapport du commissaire central de cette même ville, daté de septembre 1849, donne encore plus de précisions sur l'associationnisme dans cette ville agitée. Évidemment, il faut prendre avec précaution toutes ces données issues de rapports de police, de justice et du gouvernement. Ces derniers avaient probablement tendance à gonfler les chiffres des socialistes et démocrates pour favoriser l'inquiétude et justifier la répression. Lyon est une cité ouvrière, où environ 75 000 personnes travaillent dans la soie – les canuts – en 1849. Le commissaire ajoute que ces ouvriers sont « dans un état de dépendance tel [vis-à-vis des négociants] que ceux-ci ne sont réellement que des esclaves ». C'est ce qui explique selon lui l'essor des sociétés secrètes et autres associations à Lyon. En 1830, les compagnons de la ville participent aux journées de juillet contre la monarchie, durant lesquelles les idées de Saint-Simon et de Fourier se propagent, tandis que les canuts s'organisent.

En 1834, la Société des Mutuellistes est fondée, regroupant une large partie des travailleurs lyonnais. Un système d'allocations pour les chômeurs est créé, financé à hauteur de 25 centimes par pièce fabriquée et par une cotisation mensuelle pour ceux qui travaillent de 25 centimes. Les canuts se mettent d'accord sur un tarif imposé à tous les fabricants et négociants. Les fabricants rejettent ce tarif, ce qui lance la fameuse révolte des canuts de 1834. « Vivre en travaillant, ou mourir en combattant » est le mot d'ordre, et leur bannière est le drapeau noir. Les canuts tiennent les hauteurs de la ville, profitant des traboules (passages étroits à travers des cours d'immeuble), et font face à 12 000 soldats. Les armes sont fournies par des sociétés secrètes. Ils sont finalement battus par l'armée. Mais l'organisation mutuelliste se maintient et se renforce. En 1849, ce sont environ 30 000 mutuellistes que répertorie le commissaire, et il estime à 180 000 F par an leurs ressources.

À ces 30 000 mutuellistes, le commissaire ajoute 2000 membres de la Société des Droits de l'Homme, socialiste, qui ne font pas partie de la Société des Mutuellistes. Il additionne également les

62 • LE MUTUELLISME D'HIER À AUJOURD'HUI

Carbonari dont il ignore le nombre qu'il juge faible, mais les décrit comme les plus radicaux et les plus aptes à mener une insurrection. En parallèle de la Société des Mutuellistes, une société secrète est en plus créée en 1846 : les Voraces, camouflée en réunions festives dans des cabarets. Les fêtes sont l'occasion non seulement de nouer des complicités, mais aussi de diffuser brochures et journaux sous le manteau.

En conclusion, le commissaire compte environ 40 000 individus « voués au désordre, au socialisme, à la communauté » en 1849. Face à eux, il ne répertorie qu'une association, la Société des Amis de l'Ordre, de 10 000 notables et de partisans de l'ordre, qu'il juge composée d'individus peureux. Un rapport général du Ministère de la Justice publié en décembre 1851, pour justifier le coup d'État de Louis-Napoléon Bonaparte, comptabilise lui 6000 membres des Droits de l'Homme, dont 4000 Mutuellistes, 8000 Voraces dans tout le département du Rhône, 2500 Carbonari, et surtout 30 000 Mutuellistes dans tout le département.

MUTUELLISME, COLLECTIVISME, ANARCHISME-COMMUNISTE, ETC.

Beaucoup de débats ont eu lieu sur les impasses du mutualisme. C'est une solution économique qui vise à une transformation graduelle. Beaucoup considéreront illusoire de croire qu'une révolution pourra échapper aux grèves, aux révoltes et aux combats armés. Il faut détruire les structures capitalistes, et au passage les institutions sur lesquelles elle s'appuie ainsi qu'une bonne partie des infrastructures. La création des garanties matérielles et sociales à une existence digne et libre est impossible sans destruction de ce qui nous domine.

La réponse à la question sociale ne peut en outre pas être qu'économique. Bakounine va par exemple approfondir l'antiétatisme et le fédéralisme de Proudhon, en déclarant que tout pouvoir pervertit. Il n'y a donc pas seulement à lutter contre les capitalistes, mais contre toutes les formes de hiérarchie. C'était déjà ce que disait un Joseph Déjacque, qui par ailleurs s'est dissocié de Proudhon sur la question de l'égalité des sexes. La question du patriarcat est donc mise sur la table. Par ailleurs, il fréquente les esclaves noirs à la Nouvelle-Orléans et milite pour la liberté de tous et toutes, quel que soit

le sexe ou la couleur de peau. Donc d'autres questions que les seules questions économiques se posent.

Sur le terrain économique, Bakounine défendra de son côté le collectivisme, c'est-à-dire « l'organisation de la société de bas en haut, par la voie de la libre association ». La terre et les instruments du travail sont entre les mains des travailleurs et des travailleuses. Le principe est que le fruit du travail va à celui et celle qui travaille : « à chacun selon ses œuvres ». Cela pose d'autres questions. Quid de celles et ceux qui ne travaillent pas ? Surtout, on persiste à calculer une valeur à l'activité humaine. Or, quantifier le travail individuel risque d'engendrer une administration centralisée et de reconduire une forme de salariat. L'autogestion ne suffit pas.

C'est pourquoi les anarchistes communistes mettront l'accent sur la commune libre plutôt que sur l'association ouvrière, ce qui introduit immédiatement d'autres questions que les seules questions économiques. Le principe devient : « de chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins ». L'idée est d'en finir avec le travail, la propriété privée et l'argent. Les collectivistes rétorqueront qu'il n'y aura alors plus d'incitation à travailler et que l'autonomie individuelle sera mise en danger.

Il est certain que le mutuellisme entretient de son côté une société de petits travailleurs et propriétaires libres. Si le travail, l'argent et la propriété sont en eux-mêmes un problème, le mutuellisme est insuffisant. Sans le dépasser, il ne peut y avoir qu'un retour des séparations en classes sociales. Par ailleurs, comme le pouvoir, l'argent a une part maudite et pervertit.

Libertad de son côté critiquera la récupération du mutuellisme par l'État et le capitalisme. Nous sommes alors à la Belle Époque, et des formes de redistribution sociale se mettent en place. Pour lui, les caisses mutuelles favorisent le patriotisme, et surtout la société du travail : « travaille pour ta fille, travaille pour ton fils, travaille pour ta vieillesse, travaille pour la patrie, travaille pour l'honneur et surtout, nigaud, travaille pour nourrir la bande de parasites de toutes espèces auxquels viennent se joindre les rongeurs du mutualisme ». Le mutualisme enchaîne à l'avenir, et il n'est plus questions de se révolter face aux problèmes du présent.

En même temps, les anarchistes illégalistes de la Belle Époque ont beau être intransigeants et vouloir en finir avec le travail et l'argent, ils et elles sont animés par un esprit d'entraide. Des caisses

64 • LE MUTUELLISME D'HIER À AUJOURD'HUI

mutuelles se créent pour faire face à la répression, pour propager l'amour libre et diffuser des moyens de contraception, pour faire face aux aléas de la vie (chômage, vieillesse, maladie, emprisonnement d'un père ou d'une mère etc.), pour payer des loyers excessifs, pour financer des brochures et des journaux, pour créer des lieux d'éducation populaire. L'anarchiste E. Armand parlera de « garantisme », c'est-à-dire la constitution d'associations de volontaires dans le but de protéger les membres des risques sociaux auxquels ils et elles s'exposent en voulant vivre leurs idées anarchistes. « Les individualistes sont des partisans résolu du garantisme », à condition qu'elles reposent sur des associations autonomes et non des administrations publiques.

Armand base son anarchisme sur la réciprocité, comme il l'exprime dans *L'initiation anarchiste individualiste* (1922). Il s'agit de « recevoir autant qu'on a donné », ce qui permet de laisser les personnes « sur un plan d'équivalence par rapport à [leur] dignité personnelle ». La réciprocité est toutefois plus que la simple recherche d'équivalence, déjà parce que la signification et l'acceptation de l'échange sont relatives à celui qui donne et à celui qui reçoit. Ainsi, le retour du fait de veiller un compagnon malade tient de sa guérison. Celui d'aider un compagnon réprimé est qu'il puisse continuer à vivre en anarchiste. Le retour réside en fait dans la satisfaction de l'échange et dans le fait de ne pas s'être trahi, d'être resté fidèle à ses principes anarchistes.

POURQUOI CONSTITUER DES MUTUELLES DE BASE AUJOURD'HUI ?

L'enjeu n'est plus tant de faire face à la misère telle qu'elle sévissait au XIX^e siècle, que d'enrayer notre extrême dépendance à un système, avec ses infrastructures et ses institutions, et gagner un peu en autonomie, sans laquelle toute tentative révolutionnaire est vouée à l'échec. Par ailleurs, le contexte ne laisse guère de choix. Les systèmes de redistribution et de protection sociale sont abattus les uns après les autres. Il y a donc un enjeu à renouer avec des pratiques débarrassées des appels à l'aide vers l'État. Le réformisme a toujours été une impasse, et il est aujourd'hui impossible : pour qu'il y ait du réformisme, il faut encore que le pouvoir fasse de temps en temps des concessions significatives. Ce n'est plus le cas.

La réémergence de solidarités concrètes, notamment à partir de petites mutuelles de base, sera à l'avenir un enjeu d'autant plus important dans une situation où la tonalité est toujours davantage mise sur la concurrence et l'intérêt privé, et où l'auto-entrepreneuriat devient l'une des formes d'activités les plus valorisées. Le développement de l'économie collaborative, avec toutes ses ambiguïtés, vient appuyer ce processus de transformation du salarié en producteur-consommateur à temps plein et connecté à ses pairs. Tout un chacun peut améliorer ses fins de mois en proposant du covoiturage, de sous-louer sa voiture ou son garage, d'offrir ses talents de cuisinier, de distribuer des colis à son voisinage etc. La moindre parcelle de temps mort est appelée à se rentabiliser. À l'inverse, différentes initiatives renouent avec des formes d'entraide, ce sentiment de solidarité conscient et volontaire : plutôt que de faire du pognon sur le dos de son voisin ou de sa voisine, essayer de s'organiser avec. Des mutuelles de base et des caisses de solidarité se montent un peu partout. Il est probable que ce conflit entre intérêt à et entraide devienne encore davantage un axe central à l'avenir.

Construire de nouvelles formes de mutualité, ce n'est pas pour autant abandonner les positions rupturistes et l'action directe. L'élargissement de contenus révolutionnaires ne passe pas par une dilution des aspirations révolutionnaires, mais par le développement de formes d'activités collectives qui ont un impact sur la vie sociale ordinaire, la conscience des possibilités ouvertes par la conflictualité et l'exercice de la liberté. D'ailleurs, où se fomentaient les tentatives insurrectionnelles, s'organisaient les grèves, portaient les émeutes, se planifiaient les sabotages et les expropriations, se nouaient les affinités, si ce n'est dans les sous-sols des associations ouvrières, les arrière-salles des tavernes malfamées et au sein des cercles des associés ? Si la dynamite ne suffit pas à détruire des structures sociales bien ancrées, elle a son rôle à jouer – Kropotkine l'affirmait déjà en son temps. Tout n'est pas réappropriable et transformable, beaucoup est tout simplement à détruire. Il n'y a pas à avoir peur des ruines, nous sommes aussi capables de bâtir.

Julien Vignet

Notes :

1. W. Sewell, *Gens de métier et révolution*, Aubier, 1983, p. 15.
2. Denis Bayon a publié un ouvrage sur cette expérience, intitulé *Le commerce véridique et social de Michel-Marie Derrion*, Atelier de création libertaire, 2002.

Signalons quelques-unes de ces initiatives et pour ce qui concerne les seules villes de Caen et de Lyon en invitant les lecteurs de Réfractions à nous envoyer des informations sur d'autres expériences.

« Un sur cent », Lyon, caisse de solidarité (prêts et dons) ; une quinzaine de membres, fondée en 2013. <https://rebellyon.info/UN-SUR-CENT>

« La caisse de solidarité », Lyon, soutien à toutes les victimes d'agressions policières, Lyon. Fonctionne depuis une dizaine d'années. <https://rebellyon.info/Presentation-de-la-Caisse-de-Solidarite-16908>

« La MAC », Caen. Mutuelle autonome caennaise, mutuelle d'entraide, de défense collective et d'échange, joignable à mac.caen@riseup.net

« La mutuelle », Lyon, mise en commun des revenus et des besoins. Elle existe depuis 2011, entre vingt et vingt-cinq membres. <https://rebellyon.info/On-pense-tous-tes-monnaie-monnaie-17775>

« La ruche », Caen, mutuelle d'entraide scolaire, MutuellEntraideScolaire@gmail.com

« La petite caisse » (« 2 sur cent »), Lyon, née de « 1 sur cent » en 2015 et proche de cette dernière ; une dizaine de membres. Pour infos, <http://rebellyon.info>.

Daniel Colson

Sur le même sujet, le nouveau numéro de *Timult, réflexions, analyses et critiques* (n°10, mars 2018), porte sur les Mutualisations, vues sous différents angles. On le trouve dans des librairies et des infokiosques, ou 15, rue Jacquet, 38100 Grenoble, timult@riseup.net